

Déclaration de la FNEC-FP FO au CDEN de l'Eure mardi 20 février 2024

L'ordre du jour de ce CDEN est consacré à la carte scolaire du 1^{er} degré et aux moyens horaires affectés dans les collèges de l'Eure pour la rentrée 2024. Aussi bien dans les écoles que dans les collèges, les conditions d'enseignement prévues pour la rentrée prochaine suscitent un profond mouvement de colère.

Aujourd'hui même, les personnels des écoles, des collèges, des lycées et des lycées professionnels sont fortement mobilisés. Les parents d'élèves également. Tous ont répondu à l'appel des fédérations syndicales FNEC-FP FO, FSU, UNSA Education, CGT Educ'action, SUD Education de l'Eure et de la fédération de parents d'élèves FCPE de l'Eure.

Comme vous pouvez l'entendre actuellement, les personnels n'acceptent pas les suppressions de classes, de postes, de groupes, d'enseignements optionnels. Ils sont vent debout contre la réforme dite « choc des savoirs ».

Ces mesures suscitent un véritable vent de révolte dans l'Eure comme dans les autres départements. Aujourd'hui de nombreuses écoles sont fermées comme à Jean Moulin à Evreux, à Coluche à Val-de-Reuil ou à Illeville sur Montfort par exemple. Devant les collèges les piquets de grève se sont multipliés ce matin. Les parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école en soutien à la mobilisation des enseignants à l'occasion d'opérations « collègue mort ». Les personnels sont en grève comme à Fleury-sur Andelle, Nonancourt, Verneuil-sur-Avre, Gravigny, Rosa Parks aux Andelys, Rugles, Breteuil, J. Rostand à Evreux, Thiberville, pour n'en citer que quelques uns. Et ils sont en ce moment même devant la préfecture pour vous adresser un message simple.

Avec les fédérations syndicales et de parents d'élèves, ils refusent les 52 suppressions de classe, les 7 fermetures d'écoles et les 15 suppressions de dispositifs particuliers prévues par l'inspection académique et que les syndicats unanimes FO, FSU et UNSA Education de l'Eure ont rejeté par deux fois au CSA départemental.

Ils refusent la territorialisation de l'Ecole publique suite au redécoupage des circonscriptions décidées unilatéralement pour la rentrée 2024.

Ils refusent que les dotations ne permettent pas les créations de postes de remplaçants, d'enseignants spécialisés ou des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux qui sont pourtant nécessaires.

Ils refusent les suppressions de postes et d'heures-postes dans les collèges et les lycées.

Ils refusent la hausse du nombre d'élèves dans les classes alors que l'inclusion scolaire systématique et forcée entraîne une gestion des classes de plus en plus difficile et alors que de nombreux enfants restent sans accompagnement à hauteur de

leurs besoins à cause de la mutualisation des AESH et de l'instauration des PIAL.

Ils refusent la hausse du nombre d'élèves dans les classes alors que la baisse démographique invoquée par l'inspection académique pourrait être une chance pour améliorer les conditions d'enseignement.

Ils refusent la suppression de tous les dédoublements au profit des groupes de niveau en 6^{ème} et 5^{ème}.

Ils refusent la réforme de la voie professionnelle qui menace l'existence même d'enseignements et priverait les élèves de centaines d'heures de cours. Dans les lycées, les DHG sont insuffisantes, les effectifs explosent, les dédoublements disparaissent, les enseignements optionnels sont menacés faute d'heures postes.

Ils refusent le tri sélectif que le mal nommé « choc des savoirs » infligerait aux élèves en difficulté en les enfermant dans une voie de relégation. Les parents refusent que leurs enfants soient triés, étiquetés, stigmatisés.

Les personnels refusent d'être complices de cela !

Ni les personnels ni les parents d'élèves n'acceptent ce saccage de l'Ecole publique.

La ministre Belloubet doit tenir compte de l'immense colère qui s'exprime dans les établissements scolaires contre les suppressions de postes et contre le « choc des savoirs ».

FO demande à la nouvelle ministre Belloubet de prendre la mesure de cette colère. La FNEC FP-FO demande qu'elle annule immédiatement les 650 suppressions de postes décidées par ses prédécesseurs et qu'elle crée tous les postes nécessaires dans l'Eure comme ailleurs.

La FNEC FP-FO demande l'abandon immédiat de la réforme dite « choc des savoirs ».

La FNEC FP-FO de l'Eure demande l'annulation de toutes les fermetures de classe et de poste et l'ouverture des postes d'adjoint dans les écoles de Thénouville, de Brionne maternelle ou de Montreuil L'Argillé notamment.

Elle demande la création de RASED supplémentaires et la création de postes dans les structures spécialisées, IME et ITEP notamment, pour permettre une prise en charge adaptée pour les élèves à besoin particulier.

FO demande que la brigade de remplacement soit abondée afin de permettre aux collègues de bénéficier des autorisations d'absence notamment pour raison médicale.

Enfin FO s'oppose à la nouvelle carte des circonscriptions dévoilée tardivement. Ce redécoupage bouleverse l'organisation du département notamment pour les RASED, remettant en cause des années de suivi auprès des élèves, les brigades de remplaçants, les titulaires remplaçants de secteurs et les conseillers pédagogiques de circonscription. Nous aurons

d'ailleurs une motion des 30 membres de RASED réunis par le SNUDI FO à vous lire sur les conséquences de ce redécoupage.

Nous souhaitons revenir en particulier sur la question des groupes de niveaux qui cristallise la colère de tous les personnels et des parents d'élèves. Sur ce point nous reprendrons les termes du communiqué de notre syndicat FO de chefs d'établissement Indépendance et Direction. Voici ce qu'ils disent de cette réforme.

Si l'aspect technique des alignements suscite beaucoup d'échanges, voire déchaîne les passions à tel point que l'ancienne ministre a tenté d'expliquer aux personnels de heures d'enseignement par semaine en 6^{ème} ? Est-ce pour habituer les élèves, futurs acteurs économiques, à être plus performants et plus productifs ?

Même si l'administration centrale nous affirme direction comment pouvaient se faire des alignements... Dans nombre d'établissements cela ne pourra pas se faire, faute de moyens ou alors au prix de sacrifices d'enseignements complémentaires (LCA, LCE) ou de dédoublements pertinents (comme en langues vivantes ou en sciences). Étrange conception des politiques pédagogiques et éducatives qui vise à être ambitieux pour nos élèves...mais en restreignant les maquettes pédagogiques des collèges...

De la même manière par quel tour de passepasse tente-t-on de faire avaler au grand public que pour « faire mieux » en Français et en Maths, nous allons passer de 26 heures à 25 que tout cela n'est que de la technique, qu'il faut avant tout porter un regard éclairé sur la philosophie de la mise en place des groupes de niveaux, comment les BMP et les créations de postes qui se multiplient au moment des CA sur les DHG pourront-ils être effectifs ? Quelle réflexion RH a été pensée ? Faute d'enseignants, car nous le savons tous le métier ne fait plus envie, quelle réforme effective sera mise en place ? Devrons-nous attendre la venue de contractuels, novices et « formés » en 48 heures, pour prendre en charge les groupes ?

A cela s'ajoute la disponibilité et la capacité des salles. Certains établissements ne pourront mettre ces groupes de niveau en œuvre faute d'un nombre suffisant de salles mais aussi de places.

Certaines salles ne peuvent accueillir plus de 24 élèves voire moins, AESH compris. Il n'est pas possible de transiger avec la sécurité.

De quels groupes parlons-nous d'ailleurs ? Dans un premier temps, et de manière « assumée » le 1^{er} ministre, ancien et éphémère ministre de l'Éducation Nationale, a évoqué des « groupes de niveaux » censés permettre à tous de progresser : pensée magique faisant fi d'années de recherches internationales en Sciences de l'Éducation, nouveau mantra à rebours total de ce que tous nous avons prôné, avec plus ou moins de force ou de conviction personnelle, dans nos EPLE depuis des années.

Nous avons dénoncé, en audience avec la Ministre Oudéa-Castera, cette opération de communication sur les groupes de niveaux qui fleurissent bon une école de la 3^{ème} République méritocratique et...fantasmée. En outre, nous avons également dénoncé la constitution de ces groupes sur l'ensemble des horaires de mathématiques et de français conduisant à une perte de repère pour les élèves.

La superposition de l'ensemble de ces dispositions agit comme un chiffon rouge pour les équipes pédagogiques. Nous constatons dans de nombreux établissements des situations de crise où encore une fois les équipes de direction sont prises pour cibles.

Madame la Directrice académique, les chefs d'établissements sont opposés à cette réforme. Elle les met en difficulté sur tous les plans.

La mobilisation de ce jour est porteuse des demandes qui s'expriment partout dans les salles des professeurs de tous les établissements scolaires. Elle peut se résumer ainsi :

*Madame la Directrice académique, Madame la ministre,
- entendez la colère des parents et des personnels de l'Éducation nationale,
- annulez d'urgence le « choc des savoirs » et ses groupes de niveau,
- rétablissez les postes pour accueillir tous les élèves dans des conditions respectueuses, propices à leur réussite et à leur inclusion.*

Vœux présentés par la FNEC FP-FO

Vœu 1 : Les délégués au CDEN de l'Eure, réuni le mardi 20 février 2024, demandent le retrait de la réforme dite « choc des savoirs » et ses groupes de niveau. Pour : 13 Abstention : 5

Vœu 2 : Les délégués au CDEN de l'Eure, réuni le mardi 20 février 2024, demandent l'annulation des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires. Pour : 16 Abstention : 3

Vœu 3 : Les délégués au CDEN de l'Eure, réuni le mardi 20 février 2024, demandent l'abandon de la proposition de loi Rilhac 2 instaurant la création d'un statut d'Établissement Public Local d'Enseignement Primaire (EPLÉP).

Pour : 11 Abstention : 7